Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Quand les catastrophes naturelles font trembler le budget assurance des français

Alors que les intempéries dans le Var ont récemment coûté la vie à trois personnes et fait des dizaines de sinistrés, l'assurance habitation devient un poste de dépense de plus en plus lourd pour les Français. Derrière la hausse des primes, ce sont des inégalités qui se creusent, des comportements de renoncement qui s'installent et un modèle de protection solidaire qui vacille. Qui peut encore se permettre d'être bien assuré ? Quels territoires sont les plus pénalisés ? Et comment repenser une couverture juste, accessible, durable ? C'est dans ce climat social et économique instable que le comparateur Meilleurtaux Assurances dévoile son étude sur le coût annuel de l'assurance habitation dans le budget des Français.

Quand l'assurance habitation prend l'eau c'est tout un système financier qui vacille

Chaque année, les catastrophes climatiques redoublent d'intensité et emportent sur leur passage : habitations, infrastructures et vies humaines. En 2022, les acteurs de l'assurance ont indemnisé 3,8 millions de sinistrés. En 2023, le coût des sinistres climatiques atteignait 6,5 milliards d'euros pour les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

assureurs tricolores. En 2024-2025 ce sont déjà près de 902 millions d'euros qui devront être alloués aux victimes des cyclones Chido à Mayotte – coût estimé 522M€- et Garance à la Réunion -380M€.
Des charges exponentielles, qui se diffusent sur tout un secteur comme une onde sismique touchant en premier lieu, les assurés.

> « Aujourd'hui, certains ménages peuvent faire l'impasse sur leur propre sécurité, faute de pouvoir financer leur protection. »
>
> *Samuel Bansard, président de Meilleurtaux Assurances*

Lorsque la bataille commerciale cède la place aux enjeux sociaux de l'assurance habitation
Dans un contexte économique instable et marqué par une forte inflation, les hausses de tarifs s'enchaînent. En 2025, les primes d'assurance ont augmenté de 8% à12 %, tirées vers le haut par plusieurs facteurs parmi lesquels, la revalorisation de la surprime CatNat passée de 12% à 20% en janvier 2025. Autant de hausses, subies ou décidées, qui pèsent lourdement sur le budget des ménages et les poussent à revoir leurs comportements. Près d'un assuré sur deux (46%) hésite désormais à déclarer un sinistre, et 30 % y renoncent délibérément, de peur de voir leur prime s'envoler.

« Ce phénomène silencieux révèle une rupture de confiance. Aujourd'hui, certains ménages peuvent faire l'impasse sur leur propre sécurité, faute de pouvoir financer leur protection. C'est dans ce contexte que de nouveaux acteurs ont émergé ces dernières années avec des offres ajustées en termes de couverture afin de s'adresser aux populations disposant d'un budget plus restreint et souhaitant uniquement les garanties essentielles comme la responsabilité civile ou les dégâts des eaux », indique Samuel Bansard, président de Meilleurtaux Assurances.

Un désengagement individuel forcé qui s'impose comme la nouvelle bataille politique et sociale de certaines communes. En effet, pour éviter que l'assurance ne devienne un produit de luxe, certaines collectivités prennent les devants. Montreuil, Paris, Lille, Tourcoing, et récemment Créteil s'engagent par exemple dans des démarches solidaires en négociant des assurances habitation accessibles pour leurs administrés.

Des écarts de tarifs qui fragilisent les plus précaires à commencer par les locataires
Si le principe de mutualisation des risques reste au cœur de l'assurance française, les écarts de prix sont significatifs selon les départements et peuvent ainsi doubler et ce, à garanties égales.
Le locataire d'un appartement de 40m2 à Paris, par exemple, devra débourser 25,3% de plus que la moyenne nationale pour être assuré, soit 134,17€/an contre 109,4€/an au niveau national. A l'inverse, ce sont les habitants de la Sarthe, de l'Indre et du Morbihan qui bénéficient de la meilleure situation économique. La Sarthe par exemple affiche une prime assurantielle de 90,83€/an c'est 91,56€/an pour l'Indre, et 93,62€ pour le Morbihan soit une économie moyenne de 17,55€/an vis à vis de la moyenne nationale et près de 42,32€/an à garanties égales face à un département comme Paris.

Des écarts que l'on retrouve aussi avec des surfaces habitables plus importantes. Ainsi, le locataire d'un

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

appartement de 70 m2 dans les Alpes Maritimes ou dans les Bouches-du-Rhône plus sensibles aux changements climatiques et phénomènes de sécheresse ou d'incendies déboursent respectivement 165,36€/an et 164,83€/an contre 117,15€/an au niveau national et même 93,92€ pour la Lozère.

« Si les disparités territoriales restent marquées, le prix n'est plus l'unique critère. Nous observons que 50 à 52 % des comparaisons d'assurance sont motivées par la recherche du meilleur rapport qualité-prix, contre 40 % par le critère du prix seul. Ce choix plus réfléchi illustre une évolution des comportements : l'assurance, qu'elle soit obligatoire ou non, s'installe durablement, comme un repère du quotidien » souligne Samuel Bansard.

> « Il demeure des disparités tarifaires importantes qui sont directement liées à la fréquence et l'intensité de la sinistralité selon les zones géographiques. »

Les propriétaires pris entre deux eaux
Contrairement aux locataires, les propriétaires occupants ne sont pas légalement tenus de souscrire une assurance habitation. Un choix qui peut sembler libre, mais qui n'efface en rien les fortes disparités tarifaires entre départements.
Ainsi, une famille, propriétaire d'une maison de 100m2 qui souhaite assurer son capital à hauteur de 20 000€ devra débourser 205,66€/an si elle réside en Mayenne, 213,12€ en Finistère et 397,11€ dans les Alpes-Maritimes, département le plus cher de France, contre 281,44€/an au niveau national.

Même chose pour les maisons individuelles avec une surface d'habitation de 145 m2 avec un capital identique. Les Bouches-du-Rhône, concernés par des crues importantes du fleuve en hiver, proposent des prix près de 50% plus chers que la moyenne nationale, 532,32€/an contre 352,45€/an au niveau national.
« Si le système assurantiel est basé sur une logique de mutualisation des risques, il demeure des disparités tarifaires importantes qui sont directement liées à la fréquence et l'intensité de la sinistralité selon les zones géographiques ainsi qu'au coût de reconstruction ou de réparation qui peut varier également selon les zones », conclut Samuel Bansard.

Face à l'intensification des aléas climatiques, difficile d'imaginer un retour à des primes d'assurance habitation plus modérées. Mais, plutôt que de se résigner, il est essentiel de repenser notre approche : quelle place accorder à la prévention dans le modèle assurantiel de demain ? Renforcer la culture du risque, mieux accompagner les habitants dans la protection de leur logement, encourager les travaux de résilience… La solution passe autant par l'anticipation que par la couverture. Car une assurance efficace ne se limite pas à indemniser, elle contribue aussi à prévenir.

Méthodologie : L'étude exclusive du site Meilleurtaux.com a été effectuée sur la base du montant des primes d'assurance habitation proposées par ses assureurs partenaires sur le mois d'avril 2025.

L.G

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Fête des mères et Fête des pères : quel budget ont les Provençaux ?

Alors que la Fête des mères et la Fête des pères se tiendront les dimanches 25 mai et 15 juin prochains, CEWE, leader européen de l'impression photo, dévoile les résultats de son étude 'Fête des mères et Fête des pères : au cœur des émotions des Français'.

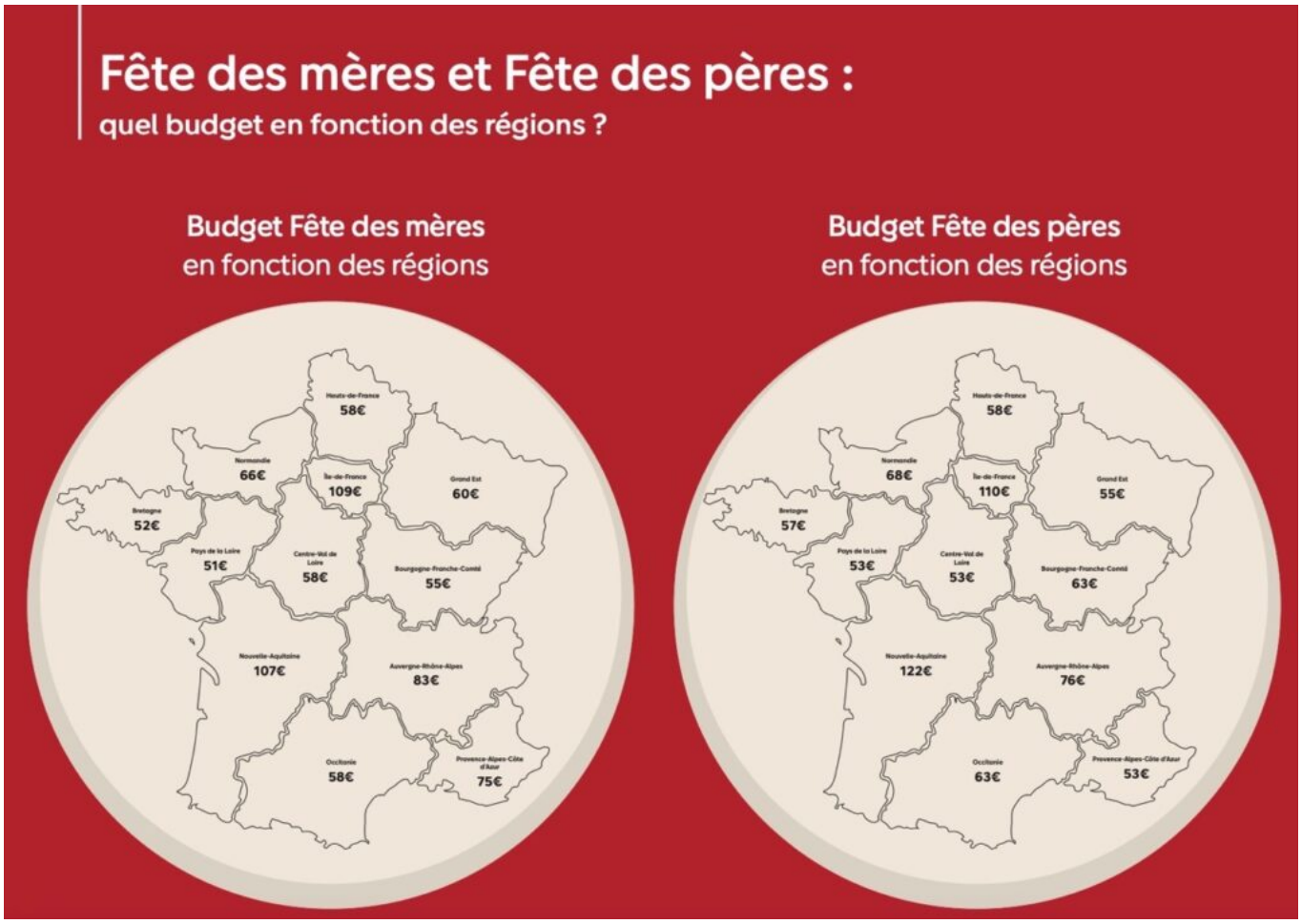
Cette enquête exclusive, menée par l'institut Discurv, met en lumière les émotions, les préférences et les petits oublis qui entourent chaque année ces moments familiaux si particuliers. L'occasion également de faire un état des lieux des budget alloué par les Français pour ces fêtes et de mettre en avant des disparités régionales.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les habitants ayant prévu d'offrir un cadeau ont un budget de 75€ pour la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Fête des mères et de 53€ pour la Fête des pères. Nos voisins d'Occitane, quant à eux, ont un budget de 58€ pour les mères et de 63€ pour les pères. Des budgets inférieurs à la moyenne nationale qui est 77€ pour la Fête des mères et 76€ pour la Fête des pères.



©Discurv / CEWE

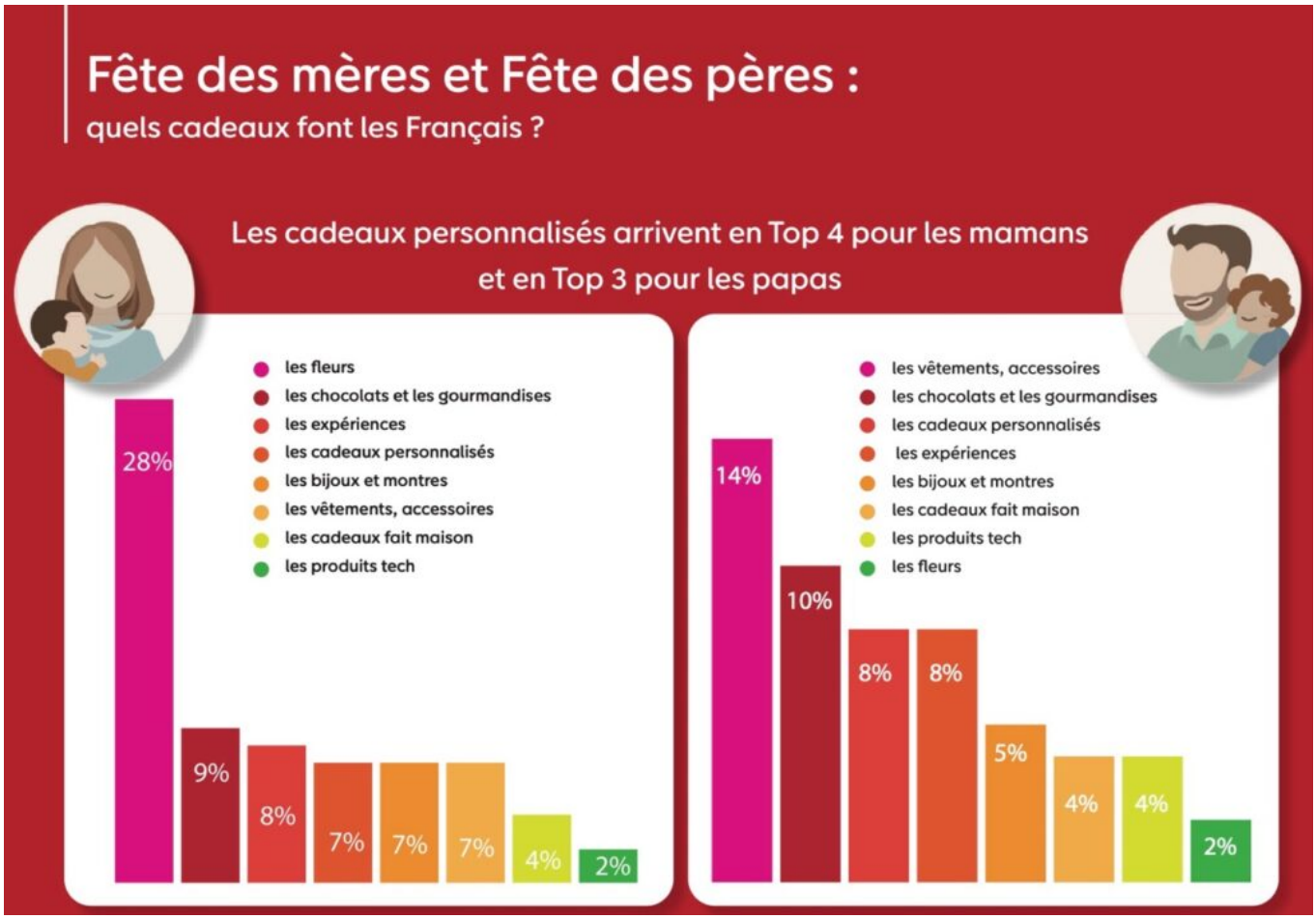
Quels cadeaux font les Français ?

L'étude révèle que 88% des Français offrent systématiquement un cadeau pour la Fête des mères, contre 67% pour la Fête des pères. 16% avouent avoir déjà oublié ces Fêtes, mais 75% affirment n'avoir jamais oublié.

Pour célébrer leurs mamans, les Français privilégient les fleurs à 26%. D'autres préfèrent les chocolats et les gourmandises les expériences, les cadeaux personnalisés, les bijoux et montres, les vêtements et accessoires, les cadeaux fait maison, ou les produits tech. À l'inverse, pour les papas, les fleurs sont le cadeau le moins offert (2%), 14% des Français se tournent plutôt vers les vêtements et accessoires pour la Fête des pères.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025



©Discurv / CEWE

Enquête menée par l'institut Discurv pour CEWE

L'argent et le couple : faut-il faire 'compte à part' ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Comment faire pour que, dans un couple, la gestion des revenus et dépenses ne soit pas un objet de discorde ? En 2010 selon l'Insee, 2/3 des Français mariés, pacsés ou en concubinage partageaient toutes leurs ressources sur un compte joint. Aujourd'hui, est-il vraiment nécessaire d'utiliser un compte joint ou, au contraire, faut-il fonctionner avec des comptes personnels ? MoneyVox apporte quelques éléments de réponses avec un sondage exclusif de YouGov* sur la gestion du compte joint au sein des couples.

La gestion du compte joint au sein des couples
Selon l'étude YouGov pour MoneyVox, 59% des sondés déclarent aujourd'hui détenir un compte joint avec leur partenaire, dont pas moins de 53% d'entre eux optent pour une mise en commun de tous leurs revenus sur ce compte. A l'inverse, 43% conjuguent une mise en commun partielle des ressources avec une certaine autonomie financière.
Cette mise en commun n'empêche pas une gestion du compte joint plutôt saine, puisque 77% des répondants déclarent consulter leur partenaire avant de réaliser des dépenses.
À noter tout de même que 39% des répondants en couple déclarent détenir uniquement un compte personnel à leur nom.

Le compte joint, des inconvénients ?
Lorsqu'un couple ne possède qu'un compte joint (et pas de comptes personnels), les co-titulaires ont

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

évidemment connaissance de tous les mouvements du compte. Pas évident dès lors de préserver la surprise d'un cadeau de Noël, d'anniversaire ou de Saint-Valentin lorsque l'enseigne où l'on a fait des emplettes apparaît sur le relevé de compte, avec la somme exacte dépensée.
Au-delà de cet inconvénient autour de la confidentialité des dépenses, le compte joint comporte surtout des risques. En effet, en souscrivant ce type de produit auprès de la banque, les deux titulaires sont solidairement responsables de la vie du compte… et des dettes. En cas de solde négatif, ils doivent régler les frais de découvert à leur banque de façon commune.

« En effet, en cas de rejet de chèque sans provision par la banque, ce sont les deux co-titulaires (et pas seulement celui qui a rédigé le chèque litigieux) qui se retrouvent interdits bancaires et ne peuvent plus émettre de chèques, que ce soit depuis le compte joint ou depuis un compte personnel. En bref, avec cette solidarité sur les dettes, si l'un des membres du couple flambe ou réalise des dépenses qui ne sont pas dans l'intérêt de la famille, l'autre en est co-responsable ! », explique Maxime Chipoy, président de MoneyVox.

> « Avant de partager une carte sur un compte joint, réfléchissez bien à 2 fois. »
>
> *Maxime Chipoy, président de MoneyVox*

Partager la carte bancaire d'un compte joint, un risque ?
Pour faire des économies sur les frais bancaires, certains couples optent pour un compte joint et une carte pour deux… On peut d'ailleurs observer que 39% des répondants ont une carte bancaire pour un compte joint. Mais cette pratique est en réalité interdite et risquée.
A l'inverse du chéquier, où deux noms peuvent être indiqués, une carte bancaire est nominative et strictement personnelle. Seule la ou le titulaire, dont le nom est inscrit sur le moyen de paiement et qui y a apposé sa signature peut l'utiliser pour payer.

De ce fait, le partage de carte bancaire est prohibé, y compris au sein du couple. Il suppose de transférer la responsabilité de la carte à un tiers et de lui communiquer le code secret. Et il est important de noter plusieurs risques. Cela peut-être le refus de paiement ou alors une exposition à des refus de remboursement en cas de fraude.
« Bilan : avant de partager une carte sur un compte joint, réfléchissez bien à 2 fois. Le jeu en vaut-il la chandelle ? Pas forcément, d'autant plus la 2e carte sur un même compte est généralement proposée à un prix nettement inférieur à la première (souvent 30 à 50% moins cher) », rappelle Maxime Chipoy.

**Enquête réalisée sur 2020 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France, du 03 au 07 janvier 2025.*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Le Département de Vaucluse reporte le vote du budget et annule ses vœux 2025

En raison de la situation politique nationale, Dominique Santoni a décidé de reporter la séance budgétaire initialement prévue ce vendredi 20 décembre. Informés de la décision les différents groupes politiques de l'assemblée départementale l'ont approuvée.

« Compte tenu de ce qui s'est passé ces dernières semaines à Paris et des incertitudes concernant ce que l'Etat voulait ponctionner aux collectivités locales – notamment les prélèvements directs envisagés par le

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

gouvernement Barnier qui nous auraient au moins impacté sur les recettes 2025 – nous avons trouvé plus sage de décaler la séance budgétaire », explique Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse que nous venons de rencontrer dans le cadre de l'entretien qu'elle nous a accordé pour la prochaine édition du Vaucluse en chiffres 2025 que nous dévoilerons en février prochain. C'est donc le vendredi 17 janvier prochain que le Département devrait voter son budget 2025.

10M€ à économiser
En attendant, une certitude : quoi qu'il arrive, le Département va devoir limiter ses dépenses en raison de la baisse des dotations comme le reversement d'une partie de la TVA ou des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux).
Au bas mot, c'est ainsi près de 13M€ au moins qu'il faut économiser. Et cela, sans savoir à qu'elle sauce sera mangé le Vaucluse par le nouveau gouvernement Bayrou. Pour y arriver, la présidente, qui dispose d'une majorité relative, reçoit d'ailleurs actuellement les présidents de groupe afin de mener une concertation sur les économies possibles et les domaines d'intervention à privilégier.

Vœux : une décision symbolique
Dans ce contexte, Dominique Santoni vient également d'annuler les traditionnels vœux aux corps constitués. Il s'agit essentiellement des représentants de la préfecture, des services de l'État, des élus, des organismes locaux, de la presse…
L'an dernier, cette cérémonie s'était déroulée au gymnase du Calavon à Cabrières d'Avignon. Elle avait réuni plus de 1 000 personnes.
« Il s'agit peut-être d'une mesure symbolique, annonce Dominique Santoni. Mais cette décision me paraît légitime car elle montre que nous mettons dans en mode économie, l'institution départementale aussi. »

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches

---

En 2024, les Provençaux prévoient un budget moyen de 543€ pour Noël

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Alors que les fêtes de fin d'année et la frénésie de consommation qui l'accompagne approchent à grands pas, Ankorstore, la première plateforme européenne de vente entre professionnels qui connecte 30 000 marques et 300 000 commerçants indépendants, dévoile aujourd'hui les résultats de son étude 'Fêtes de fin d'année et pouvoir d'achat des Français : quel impact sur les commerçants ?'. L'enquête, réalisée auprès de 300 détaillants et 2004 Français, met en lumière un certain stress de part et d'autre quant à cette période, qui représente pour les commerçants le plus gros pic de leur activité annuelle. Quant aux consommateurs, la fin d'année est synonyme de dépenses importantes. Récit d'une fin d'année qui s'annonce tendue en PACA.

Bien que l'inflation soit annoncée en baisse selon les chiffres récemment publiés par l'Insee, 73% des habitants de la région PACA déclarent ne pas percevoir d'amélioration de leur pouvoir d'achat (contre 72% des Français). Si l'inflation semble effectivement ralentir, la pression financière demeure forte sur les ménages qui sont 44% à ressentir la période des fêtes à venir comme une source de stress financier (contre 50% des Français).

Les Provençaux ne dépenseront pas plus cette année

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Dans ce contexte tendu, le budget moyen (incluant les cadeaux, le repas, les tenues, la décoration, etc) prévu pour les fêtes de fin d'année par les Provençaux en 2024 est néanmoins plus élevé que la moyenne nationale avec 543€ contre 508€ pour les Français. Un budget stable au mieux puisque 84% des habitants de la région PACA n'envisagent pas d'augmenter leurs dépenses cette année (contre 80% des Français). Ce budget est plus élevé que celui de leurs voisins d'Occitanie, pour qui il s'élève à 489€.

À l'échelle nationale, les seniors restreignent leur budget tandis que les *millenials* ne lésinent pas sur les dépenses

Plus de trois quarts des 55 ans et plus (79%) ne ressentent pas la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat. En conséquence, cette partie de la population prévoit une réduction de son budget pour les fêtes, avec un budget moyen de 485 €, en baisse de 8,5% par rapport à l'année dernière.

Même tendance chez les 45/54 ans, qui sont 78% à affirmer ne pas ressentir la baisse de l'inflation. Ces derniers disposent par conséquent d'un budget à la baisse pour Noël de 447€, soit une baisse de 9% par rapport à l'année précédente.

A contrario, près de la moitié (48%) des *millenials* (18-34 ans) ressentent les effets de la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat (contre 22% pour les plus de 35 ans). Parmi cette tranche d'âge, les plus jeunes (18-24 ans), sont plus optimistes et prévoient même un budget pour Noël estimé à 681€ (soit +34% que le budget moyen des Français). Un budget en augmentation de plus de 31% par rapport à 2023.

D'importantes disparités régionales

Côté budget, toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Il y a en effet quelques disparités entre les prévisions budgétaires d'un francilien (601€) et d'un provençal (543€). Un écart cohérent puisque 43 % des franciliens déclarent ressentir la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat alors qu'ils ne sont que 27% en région PACA. Les deux régions sont celles dont le budget de Noël 2024 est le plus élevé.

Parmi les autres régions, on retrouve des budgets supérieurs à la moyenne nationale en Auvergne-Rhône-Alpes (581€) et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (543€). Les régions Pays-de la Loire (428€), Centre Val de Loire (426€) et Bretagne (422€), sont celles où le budget Noël des habitants est le plus faible.

Face à une saison qui s'annonce contrastée, les commerçants restent optimistes

Bien conscients de cette frilosité des Français, 70% des commerçants estiment que leurs dépenses des Français pour les fêtes de fin d'année ne dépasseront pas celles de 2023 sur la même période. Face à cette probable prudence budgétaire, les commerçants restent résilients et sont 67% à se dire optimistes pour la période de fin d'année 2024.

Le Black Friday : entre opportunité et concurrence

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Si l'optimisme perdure, les commerçants restent sceptiques, notamment face au Black Friday. En effet, 42 % d'entre eux jugent l'événement commercial comme une concurrence des grandes enseignes et de l'e-commerce, ajoute une pression supplémentaire dans ce contexte de consommation limitée.

Étude réalisée par Ankorstore

Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre

« Les Contrats Ambitions 2024-2025 »

Et c'est la Présidente Dominique Santoni qui a ouvert la séance avec « Les Contrats Ambitions

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

2024-2025 » destinés à structurer les territoires. « 1. 803 786€ seront versés à 23 communes pour réaliser des projets et si'nscrire dans la transition écologique ». Par exemple, aménager un espace sportif à Cadenet, construire une médiathèque au Thor, désamianter le toit de l'école de Peypin d'Aigues, remplacer les projecteurs du Pôle Culturel Camille Claudel à Sorgues par des LED, désimperméabiliser la cour de récréation de l'école d'Uchaux, rénover le presbytère de Beaumont du Ventoux, installer des caméras de video-protection à Lamotte du Rhône et rénover les murs en pierres sèches de Saignon.

Eau
Après les 1ers Etats Généraux de l'Eau, en décembre 2022, des actions vont être réalisées pour économiser l'eau à Fontaine de Vaucluse, Vacqueyras, Sault et à la station d'épuration d'Orange. 470 000€ seront alloués à l'aménagement hydraulique pour maintenir l'activité agricole vauclusienne malgré la sècheresse. Sur 38 900 hectares irrigables en Vaucluse, 25 000 (soit 64%) sont gérés par des Associations Syndicales de Propriétaires (ASP) pour le Canal de Saint-Julien, celui de Carpentras ou celui de l'Isle-sur-La Sorgue et le Canal Crillon, dans la Plaine d'Avignon.

Arbres
Le dispositif « Planter 50 000 arbres en Vaucluse » prend racine. Le Schéma des Espaces Naturels Sensibles et de la Biodiversité de Vaucluse 2019-2025 se poursuit à Beaumont-du-Ventoux, Saint-Saturnin-les-Avignon, Pernes, Maubec, Puget-sur-Durance, Saint-Pierre-de-Vassols et le Pays de Sorgues et Monts-de-Vaucluse.

Solidarité et inclusion
Cavaillon et l'embrasement de 4 véhicules de police devant le commissariat ont fait la une de l'actualité mercredi. Dans le cadre du Contrat de ville, 30 000€ vont être crédités « pour contribuer à une société plus inclusive et plus solidaire » dans les quartiers défavorisés, notamment les 6840 habitants de la fameuse Cité du Docteur Ayme ou Ratacan. Avec un seul but, réduire les inégalités sociales.

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches

Haut & Très Haut Débit
Vaucluse Numérique continue l'aventure du 100% connecté et du Haut & Très Haut Débit. Entamé en 2011, le réseau a déployé 700 km d'infrastructures et posé 10 000 prises entre 2012 et 2014. Le 1er Plan (68M€) qui s'est achevé en 2019, a débouché sur l'installations de 50 000 prises. Le second, finalisé en 2021 a coûté 80M€ et permis d'installer 55 000 boîtiers. Hervé de Lépineau l'élu de Carpentras a rappelé que nombre de branchements sauvages sévissent, sans parler des intempéries, rafales de mistral et pluies diluviennes. « Il faudrait des normes qui sécurisent les coffrets ».

Collèges
Pour le bon fonctionnement des 41 collèges publics de Vaucluse, 3,867M€ vont être crédités pour la prise

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

en charge des facture de gaz et d' électricité qui flambent à cause du coût de l'énergie. Ce sera notamment le cas pour les établissements Charles de Gaulle à Apt, Mistral & Roumanille à Avignon, Saint-Exupéry à Bédarrides, Anne Frank à Morières, Jules Verne au Pontet Albert Camus à La Tour d'Aigues et Lou Vignarès à Vedène. Et pour 2025, le tarif des cantines passe de 3,40€ à 3,60€.

Toujours dans le cadre de l'éducation des jeunes vauclusiens, le Schéma Numérique continue de migrer vers la fibre. D'ici à fin-décembre, la totalité des 53 collèges publics et privés sera connecté au Très Haut Débit. Sur un budget annuel d'investissement de 2M€, 900 000€ seront consacrés à l'achat de tablettes, PC et écrans interactifs. « Et je suis formelle », a précisé la Présidente à une élue qui affirmait que sa fille avait accès à tout et était une '*véritable bombe à retardement à la maison*'. « Le code parental est absolument obligatoire pour tous les équipements destinés aux enfants. »

Communes
Un dossier financier important pour le maillage des territoires, celui des dotations pour les communes de moins de 5 000 habitants et il y en a quand même 124 sur les 151 que compte le Vaucluse. Avec à la clé 11,852M€ de dotations. Par exemple, 250 000€ pour Robion, 235 000€ pour Camaret, 238 000€ pour Cheval-Blanc, 186 000€ pour Bedoin, 176 000€ pour Gargas, 141 000€ pour Baumes-de-Venise et 110 000€ pour La Bastide des Jourdans.

Médecins
Pour lutter contre les déserts médicaux, le Département s'est lancé dans la création d'un réseau de Maisons de Santé avec déjà 3 sites à Avignon, Apt et Cadenet. Deux autres vont ouvrir à Sorgues et Valréas et une convention va être signée avec la Fédération Nationale pour renforcer l'accès des Vauclusiens aux soins de santé.

Attractivité
Enfin pour renforcer le rayonnement et l'attractivité du Vaucluse, le département adhère depuis 1994 au Comité du Tourisme de la Région Sud et renouvelle sa cotisation pour être encore plus présent au coeur des tour-opérators, sites touristiques, chaînes de loisirs en plein air, d'hôtellerie, de restauration, les offices de tourisme, les agences de voyages voire les influenceurs. Le Vaucluse, ses paysages, ses festivals, son patrimoine, sa culture, sa romanité, ses vignes, ses villages perchés est un département hautement touristique dans un pays qui est leader mondial avec 100 millions de visiteurs par an. Avec le passage de la Flamme le 19 juin dans le Luberon, au Théâtre Antique d'Orange, au Mont-Ventoux, à Avignon et les Jeux Olympiques et Paralympiques, ce chiffre va sans doute progresser partout en 2024.

André Brunetti

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches

Plénière du Conseil départemental de Vaucluse : c'est l'Etat qui a cramé la caisse et c'est au 5e département le plus pauvre de métropole de trinquer. La pilule a vraiment du mal à passer pour sa présidente.

En prologue à la séance de ce vendredi, calmement, la présidente Dominique Santoni a pris la parole. « Je suis d'accord, comme une majorité de Français, pour dire qu'il faut arrêter la dérive des finances publiques et les déficits cumulés de l'Etat. Et parce que la situation est grave, je ne suis pas choquée – a priori – que l'on demande à tout le monde, y compris aux collectivités locales d'y prendre part, même si elles sont loin d'être responsables de cette situation ».

Dette depuis 2016 : Etat +68%, Département de Vaucluse -24%

Après cette entrée en matière pianissimo, le ton est monté d'un cran. « Je voudrais quand même vous

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

rappeler 2 chiffres : début 2016, la dette publique nationale était de près de 1 950Mds€, elle est passée à 3 200Mds€ en 2024, soit +63% en 8 ans. En Vaucluse, parallèlement, sur cette même période, notre dette est passée de 211M€ en 2016 à 160M€ en 2024, soit un très net recul de -24% ».

Donc, Dominique Santoni a insisté mezza voce : « Ce n'est donc pas le Vaucluse qui a contribué au gonflement de cette dette abyssale, bien au contraire. D'ailleurs, nous avons collectivement fait un vrai effort de désendettement. Et chacun sait que les collectivités locales, contrairement à l'Etat, ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement, elles doivent absolument chaque année de la mandature, présenter un budget en équilibre ».

C'est alors que la Présidente de l'exécutif vauclusien reprend d'une voix ferme la fameuse exclamation de la présidente de la Région Ile-de-France, Valérie Pécresse : « C'est l'Etat qui a cramé la caisse ». Et elle cite plusieurs exemples qui tendent à prouver que le Vaucluse a déjà largement contribué au désendettement de l'Etat. « Lui, qui n'a jamais cessé de nous transmettre des charges nouvelles en ne compensant jamais ou pas intégralement ces transferts. Pour la seule année 2023, dans le cadre du Ségur de la Santé +6,6M€ sans compensation, pour l'autonomie +3,4M€, pour l'enfance +2M€. Dans ces seuls 3 secteurs, l'Etat s'est déchargé sur nous de 12M€. »

Selon Intercommunalités de France, (voir carte ci-dessus) la contribution imposée au Département de Vaucluse sur son budget 2025 serait de 13,4M€. Elle s'élèverait à 51M€ pour les Bouchez-du-Rhône, 27,2M€ pour les Alpes-Maritimes, 25,4M€ pour le Var, 5M€ pour les Alpes-de-Hautes Provence, 4,6M€ pour les Hautes-Alpes et… 0€ pour le Gard.

Puis, fortissimo, Dominique Santoni révèle, « Même s'il est trop tôt pour mesurer l'impact en 2025 du PLF (Projet de loi de finances), il circule une liste de 20 départements considérés comme les plus fragiles de France qui pourraient a priori être exonérés de cette ponction de 2%. Or le Vaucluse n'y figure pas. Je vais donc écrire au 1er Ministre Michel Barnier et à la Ministre du Partenariat entre les Territoires et de la Décentralisation, Catherine Vautrin pour savoir quels critères ont présidé à l'élaboration de cette liste. Ce qui paraît pour le moins curieux puisque, depuis des années, l'Etat nous explique que le Vaucluse est le 5e département métropolitain le plus de pauvre de France. Or je me bats, et nous nous battons tous ensemble, pour rendre son attractivité à ce territoire, pour y créer des emplois et pour qu'on arrête de lui coller à la peau cette étiquette péjorative. Et ne voilà-t-il pas, quand il s'agit d'exempter d'impositions nouvelles les 20 départements les plus fragiles, comme nos voisins du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, qui ont un taux de pauvreté comparables ou inférieurs au nôtre, que le Vaucluse, lui, n'apparaît pas. »

> « Je trouverai cela particulièrement injuste si les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. »
>
> *Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse*

Le ton de Dominique Santoni monte crescendo : « De deux choses l'une. Soit notre département n'est plus classé parmi les 20 départements les plus pauvres et que l'Etat le dise. Soit, avec son taux de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

pauvreté en tous points comparable à nos voisins d'Occitanie, le Vaucluse n'est plus considéré comme fragile parce que nous avons fait davantage d'efforts pour maîtriser nos dépenses que nos voisins d'Outre-Rhône. Mais, je trouverai cela particulièrement injuste, si dans la contribution que l'Etat s'apprête à demander aux collectivités locales, les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. Ce serait décidément une bien mauvaise fable. Je vais donc écrire dans ce sens au chef du gouvernement et je demande ici, à nos parlementaires, de veiller particulièrement à ce sujet lors du débat budgétaire qui s'ouvre. »

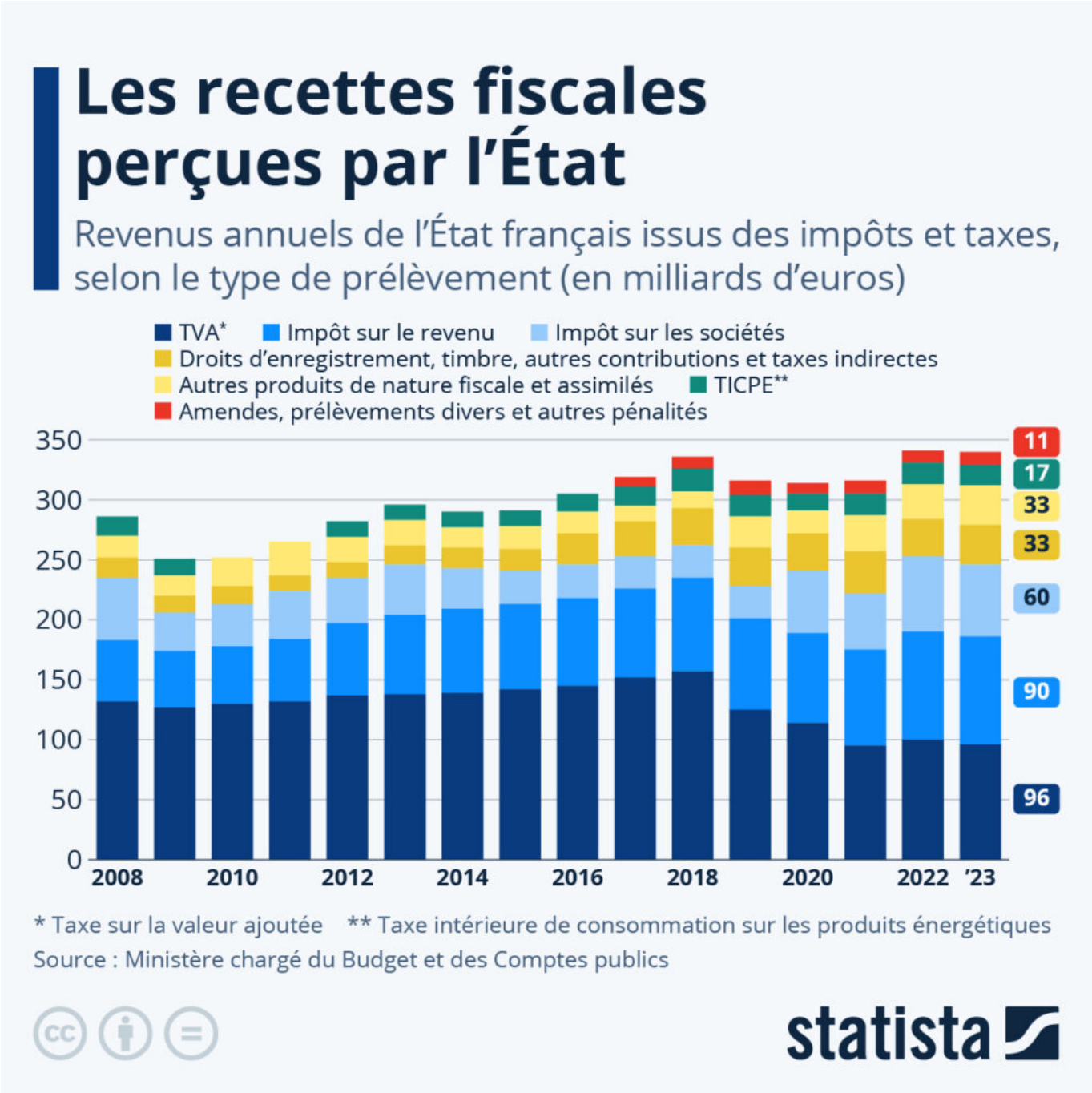
Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre

---

Quelles sont les principales recettes fiscales perçues par l'État?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025



Dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale mardi 1er octobre, le nouveau Premier ministre Michel Barnier a détaillé les chantiers prioritaires de son gouvernement. Il a notamment donné des indications concernant le prochain budget de l'État et assuré que les grandes entreprises et les ménages les plus aisés seraient mis à contribution pour redresser les comptes publics. Les pistes envisagées par le gouvernement pourraient être une surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

grands groupes et une hausse de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

Quelles sont les principales recettes fiscales actuellement perçues par l'État ? Comme le détaille notre infographie basée sur les données du ministère chargé du Budget et des Comptes publics, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés sont les trois plus importantes sources de recettes fiscales pour l'État français, ayant rapporté respectivement 96, 90 et 60 milliards d'euros en 2023. Ensemble, ces trois catégories de prélèvement ont représenté près de trois quarts (72 %) des recettes fiscales nettes l'an dernier. Outre les impôts directs, la contribution des taxes et impôts indirects, comme les droits d'enregistrement, les droits de timbre et la taxe sur les salaires, est également significative. Cette source de revenus a en effet rapporté 33 milliards d'euros à l'État en 2023, soit près de 10 % des recettes fiscales nettes.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Budget de l'État : les maires des Petites villes de France sont inquiets

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

Le Bureau de l'Association des petites villes de France (APVF) s'est réuni le mardi 12 mars dernier afin ses inquiétudes face à la menace de nouvelles mesures d'économies impactant les collectivités territoriales.

L'État a déjà procédé à la suppression de 10 milliards d'euros de crédits sur son budget. Il y a notamment eu une diminution importante des crédits alloués au Fonds vert et à la transition écologique, ce qui aura un impact important sur l'action des collectivités territoriales dans ce domaine.

Ainsi, l'APVF indique qu'une politique de réduction de la dépense publique aura des effets particulièrement nocifs en termes de croissance et d'emploi et ne sera pas sans conséquences sur le fonctionnement de certains services publics indispensables à la cohésion sociale.

Les maires des Petites villes sont inquiets quant à la dérive des déficits et à la nécessité de maitriser la dette publique. L'APVF rappelle que les collectivités territoriales assument plus de 20% des dépenses publiques et ne sont responsables que de 9% de la dette publique. Elle insiste également sur le fait que les maires font constamment preuve de leur qualité de bons gestionnaires et qu'ils se sont engagés dans

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 octobre 2025

des politiques de travaux et de modernisation. Ainsi, à deux ans de la fin de leur mandat, il leur parait inconcevable de faire machine arrière.

« Les collectivités territoriales ne peuvent être de simples variables d'ajustement des stratégies budgétaires et fiscales de l'État, ajoute l'Association dans un communiqué. Nous appelons le Gouvernement à cesser la politique du fait accompli en matière de relations financières entre l'État et les collectivités, et à mettre en œuvre une vraie concertation avec les associations d'élus. »